

DÉMOCRATIE, STABILITÉ POLITIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ESTIMATION À PARTIR D'UN MODÈLE EN PANEL DYNAMIQUE

Makrem Ben Doudou and Faycel Rahali

Volume 94, Number 1, March 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1065756ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1065756ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ben Doudou, M. & Rahali, F. (2018). DÉMOCRATIE, STABILITÉ POLITIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ESTIMATION À PARTIR D'UN MODÈLE EN PANEL DYNAMIQUE. *L'Actualité économique*, 94(1), 55–89.
<https://doi.org/10.7202/1065756ar>

Article abstract

The review of the literature suggests that the relationship between democracy and growth is ambiguous. First theoretical studies are divided on the impact of the nature of political regime on growth. Moreover, empirical studies on the issue lead to results that are often confused about the existence of a correlation between the two concepts. The attempt of this study is to test this relationship for a sample of 79 countries over the period 1984-2008 and to integrate the notion of political stability as a companion variable for democracy. This work leads to the following main results : (i) political stability is a key determinant of growth, (ii) the effect of democracy on growth is statistically insignificant in the absence of a stable political framework, (iii) finally, democracy conducted in a politically stable environment has a significantly positive effect on growth.

DÉMOCRATIE, STABILITÉ POLITIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ESTIMATION À PARTIR D'UN MODÈLE EN PANEL DYNAMIQUE

Makrem BEN DOUDOU

Faculté des Sciences économiques et de gestion de Mahdia

Université de Monastir

m_bendoudou@yahoo.fr

Faycel RAHALI

Faculté des Sciences Economiques et de gestion de Mahdia

Université de Monastir

RÉSUMÉ – La revue de la littérature suggère que la relation entre démocratie et croissance est ambiguë. D'une part les études théoriques sont divisées sur l'impact de la nature du régime politique sur la croissance. D'autre part, les travaux empiriques sur la question aboutissent à des résultats qui restent souvent perplexes sur l'existence d'une corrélation entre les deux concepts. L'objectif de ce travail est d'examiner la nature de cette relation sur un échantillon de 79 pays sur la période 1984-2008 et de vérifier si elle dépend de la stabilité politique. Ce travail débouche sur les principaux résultats suivants : (i) la stabilité politique est une variable clé déterminant de la croissance, (ii) l'effet de la démocratie sur la croissance est statistiquement insignifiant en l'absence d'un cadre politique stable, (iii) finalement, la démocratie menée dans un environnement politiquement stable est d'effet significativement positif sur la croissance.

ABSTRACT – The review of the literature suggests that the relationship between democracy and growth is ambiguous. First theoretical studies are divided on the impact of the nature of political regime on growth. Moreover, empirical studies on the issue lead to results that are often confused about the existence of a correlation between the two concepts. The attempt of this study is to test this relationship for a sample of 79 countries over the period 1984-2008 and to integrate the notion of political stability as a companion variable for democracy. This work leads to the following main results : (i) political stability is a key determinant of growth, (ii) the effect of democracy on growth is statistically insignificant in the absence of a stable political framework, (iii) finally, democracy conducted in a politically stable environment has a significantly positive effect on growth.

INTRODUCTION

La question de l'effet de la démocratie sur la croissance économique a été une préoccupation majeure pour les chercheurs depuis la Seconde Guerre mondiale. Cependant, la relation entre la démocratie et la croissance économique est loin d'être comprise. Sur le plan théorique, les travaux existants concluent à une relation positive ou négative, ou encore non significative. Sur le plan empirique, les recherches économétriques produisent des résultats tout aussi mitigés. Certaines études montrent une incidence positive et significative de la démocratie sur la croissance (Rodrik et Wacziarg, 2005; Papaioannou et Siourounis, 2008; Persson et Tabellini, 2009), d'autres infirment une telle relation (Alesina et Rodrik, 1994; Helliwell, 1994; Borner et Weder, 1995; Barro, 1996 et 1997; Minier, 1998; Rodrik, 1999; Przeworski *et al.* 2000; Tavares et Wacziarg, 2001; Besley et Kudamatsu, 2008; De Haan, 2007). Dans leur revue de 84 études entre 1983 et 2005, Doucouliagos et Ulubasoglu (2008) concluent que la démocratie n'a pas d'effet direct sur la croissance économique.

Dans ce travail nous suggérons une possible explication aux résultats mitigés des études théoriques et empiriques sur la relation entre régime politique et croissance économique. Nous supposons que la démocratie peut affecter positivement la croissance économique s'il existe un cadre politique stable. Dans le cas contraire, dans une société caractérisée par des taux de chômage et de pauvreté élevés et une forte inégalité des revenus, la transition vers un régime politique plus démocratique peut s'accompagner d'une instabilité politique se manifestant par des grèves, des émeutes et des changements gouvernementaux brusques affectant négativement l'investissement et la croissance économique. Les expériences de plusieurs pays qui ont vécu un changement de régime politique et notamment les pays du printemps arabe (Tunisie, Libye et Égypte) montrent qu'un processus de transition vers la démocratie peut être accompagné d'une instabilité politique qui menace sans doute la croissance. Ceci suggère que l'effet de la démocratie sur la croissance dépend de la stabilité politique.

L'examen approfondi des études empiriques montre que deux démarches ont été utilisées pour examiner le lien entre démocratie et croissance économique. Il s'agit des études économétriques transversales d'une part, et des approches historiques comparatives d'autre part. Ces deux types de travaux dégagent dans plusieurs cas des résultats opposés (Huber, Rueschemeyer et Stephens, 1993). Les analyses en coupe transversale utilisent des modèles linéaires exprimant un indicateur de performance économique en fonction d'une mesure de démocratie et d'autres variables explicatives pour étudier la relation entre régime politique et croissance économique. Cependant, la prise en compte simultanée de la stabilité politique et de la démocratie dans l'explication de la croissance économique, semble être délaissée dans ces travaux. L'examen de la littérature théorique et empirique indique que cette problématique n'a pas fait l'objet des études antérieures. L'instabilité politique a été ignorée dans l'explication de la relation entre démocratie et croissance économique. Le présent travail apporte ainsi une contribution à la recherche économique en expliquant le rôle de l'instabilité politique dans la relation

démocratie-croissance et se distingue des études antérieures qui s'intéressent plutôt aux effets directs de la démocratie sur la croissance sans se préoccuper de son interaction avec la stabilité politique.

Dans ce travail nous tenterons de démontrer que les effets positifs de la démocratie sur la croissance ne peuvent se réaliser qu'en présence d'un cadre politique stable. Pour se faire, nous utilisons une analyse économétrique qui consiste à estimer un modèle exprimant le taux de croissance économique en fonction d'un indicateur de démocratie, une mesure de stabilité politique et des variables de contrôle issues de la théorie économique, pour deux sous-groupes de pays stables et instables afin de capter d'éventuelles différences de l'impact de la démocratie sur la croissance économique. Pour résoudre le problème d'endogénéité, nous utilisons un modèle en panel dynamique. Nous essayerons de démontrer que la transition vers un régime politique démocratique peut augmenter la croissance économique si le cadre politique est relativement stable.

Le reste de l'article sera organisé ainsi. Dans une première section, nous passerons en revue les études existantes sur la croissance économique et le rôle de la démocratie. Nous focaliserons l'attention, en particulier, sur le rôle de la stabilité (ou de l'instabilité) politique dans la détermination de la nature de la relation entre régime politique et croissance. Une deuxième section sera consacrée à la modélisation économétrique et aux données. L'analyse des données sera menée dans la troisième section. Les résultats et leurs interprétations sont présentés dans une quatrième section. Enfin, la cinquième et dernière section sera réservée à la conclusion et aux recommandations.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Dans ce qui suit, nous examinons, en premier lieu, la relation entre démocratie¹ et croissance économique² dans ses deux volets théorique et empirique pour traiter, en deuxième lieu, l'importance de la stabilité politique comme cadre d'action de la démocratie.

1.1 *Démocratie et croissance*

Une revue détaillée de la littérature nous ramène à préciser l'existence de deux grands volets s'intéressant au sujet. Le premier focalise son attention sur la relation qui va de la croissance vers la démocratie supposant, selon l'hypothèse de la modernisation, que le changement démocratique est tributaire d'un niveau acquis de développement économique (Acemoglu *et al.*, 2009). Le deuxième, s'intéresse à la relation qui va de la démocratie vers la croissance admettant que la démocratie

1. Selon Gastil (1989), la démocratie est un système politique caractérisé par la liberté politique et civil.

2. Sirowy et Inkeles (1990) et Przeworski et Limongi (1993) ont fourni une excellente revue théorique sur la démocratie et la croissance.

pourrait avoir un effet positif, négatif ou non significatif sur la croissance (Acemoglu *et al.*, 2014) et ceci par le biais d'une série de canaux (Tavares et Wacziarg, 2001). Dans ce travail, nous nous intéressons uniquement à ce deuxième volet de la relation.

Dans le cadre de ce deuxième volet, nous constatons que la littérature nous fournit trois majeures écoles de pensées (Sirowy et Inkeles, 1990). La première école, dite « l'approche de compatibilité », soutient l'idée selon laquelle la démocratie admet un effet positif sur la croissance. Ainsi, dans les pays les moins avancés, les régimes démocratiques sont appropriés pour promouvoir une croissance économique soutenue et équitable (Sirowy et Inkeles, 1990; Feng, 1997). Selon ces auteurs, des processus démocratiques, qui impliquent l'existence et l'exercice des libertés civiques fondamentales et des droits politiques, créent les circonstances politiques favorables pour améliorer la croissance. Ainsi, Feng(2004) affirme que les gouvernements démocratiques sont plus favorables à des bonnes performances économiques que d'autres arrangements politiques dans les pays développés et moins développés. La démocratie a tendance à encourager et préparer les acteurs à exercer la liberté économique. Elle est ainsi de nature à inciter les gouvernements à promouvoir la liberté économique favorisant l'initiative privée des entrepreneurs (Heo et Tan, 2001). Par ailleurs, les libertés politique et économique protègent le droit de propriété et développent la concurrence sur le marché, qui sont des prérequis pour promouvoir la croissance (Przeworski et Limongi, 1993; Barro, 1999). En outre, North (1990) suppose que dans un pays démocratique, si le gouvernement adopte une régulation inappropriée de l'économie, le mécanisme électoral fournit la possibilité aux citoyens de l'écarter. Ainsi, ce mécanisme est capable d'expulser des politiciens utilisant leur pouvoir pour s'enrichir. Le dispositif électoral aurait aussi tendance à réduire le copinage et la corruption (Mesquita *et al.*, 2001). Rodrik (1999) et Baum et Lake (2003) soutiennent que la démocratie limite, d'une part, l'intervention de l'Etat dans l'économie alors qu'elle favorise, d'autre part, son rôle dans les domaines de l'éducation, la santé et la justice. Elle assure, par conséquent, une croissance stable et durable. Bref, selon les partisans de la démocratie, les motivations des citoyens pour travailler, investir et allouer efficacement les ressources peuvent tous être maintenus dans un climat caractérisé par les libertés politique et économique, la libre circulation de l'information et la protection de la propriété (North, 1990).

La deuxième école de pensée, dite « l'approche de conflit », est plutôt pessimiste en la matière. Elle soutient que le fait de garder au moins une certaine capacité pour résister aux pressions populistes est nécessaire pour la croissance dans les pays en développement. En effet, étant donné qu'en démocratie, la base électorale s'élargit, l'électeur médian³ est susceptible d'être pauvre. Or, étant reconnu que les

3. L'électeur médian (EM) est l'électeur dont les préférences pour les politiques économiques partage l'ensemble des électeurs en deux proportions égales c'est-à-dire 50 % des électeurs préfèrent une politique supérieure à celle de l'EM, et 50 % autres ont une préférence inférieure à celle de l'EM. Pour plus de détails, voir Acemoglu et Robinson (2006).

individus à faible revenu ont une forte demande pour la consommation immédiate, ils utilisent, ainsi, leur pouvoir politique pour augmenter les salaires et les taxes sur le capital (Nelson, 1987). Ils œuvrent en faveur de l'engagement de politiques de redistribution de revenu qui entravent l'accumulation des profits et par conséquent l'investissement (Alesina et Rodrik, 1994; Persson et Tabellini, 1994; Acemoglu et Robinson, 2006). La démocratie permet aux groupes sociaux de demander et obtenir des bénéfices particuliers qui sont déterminants pour la croissance. Les autocrates sont plus capables de résister à ces pressions sociales et éviter ainsi la pression syndicale, l'augmentation des salaires et les demandes des consommateurs. Un État interventionniste dictatorial pourrait ainsi neutraliser certains cycles vicieux du sous-développement. Donc, la démocratie peut évincer l'investissement direct étranger et gêner par conséquent la croissance économique (Wade, 1990; Asiedu et Lien, 2011).

La troisième école de pensée, dite « l'approche sceptique », défend l'inexistence d'une relation systémique entre démocratie et croissance. Ainsi, les différents systèmes politiques sont capables d'adopter les mêmes politiques économiques. Par conséquent l'effet du système politique sur la croissance est insignifiant (Pye, 1966).

L'analyse empirique de l'effet de la démocratie sur la croissance économique ne conduit pas, non plus, à un résultat consensuel. Sirowy et Inkeles (1990) analysent 13 travaux empiriques qui ont étudié l'effet du régime politique sur la croissance. Parmi ces 13 travaux, 3 trouvent un effet négatif, 4 parviennent à un effet positif et 6 obtiennent une relation non significative. Trois ans plus tard, Przeworski et Limongi (1993) examinent 21 études empiriques. Neuf de ces travaux ont été inclus dans le rapport de Sirowy et Inkeles (1990). Parmi ces 21, 8 résultats indiquent un effet positif, 8 autres résultats montrent un effet négatif et 5 résultats indiquent l'absence d'une relation entre démocratie et croissance économique. Brunetti (1997) observe 17 travaux économétriques et constate que 9 obtiennent une relation non significative, 4 travaux parviennent à un effet positif et 4 autres détectent des effets négatifs. Kurzman *et al.* (2002) passent en revue 47 études quantitatives parmi lesquelles 19 repèrent une relation positive entre démocratie et croissance, 6 constatent une relation négative et 10 obtiennent une relation non significative. Sept études trouvent une combinaison de résultats positifs et non significatifs, 2 parviennent à une combinaison d'effets non significatifs et négatifs, 2 débouchent sur des résultats mixtes; positifs et négatifs et une seule étude, celle de Barro (1994), obtient un effet curviligne.

Les études récentes trouvent principalement deux résultats, soit qu'il n'y a pas d'effet direct de la démocratie sur la croissance (Giavazzi et Tabellini, 2005; Doucouliagos et Ulubasoglu, 2008; Sandalcilar, 2013; Freund et Jaud, 2014) ou qu'il y a un effet positif et significatif (Knutsen, 2011; Narayan, 2011; Acemoglu *et al.* 2014; Madsen *et al.* 2015). Le tableau 1 présente un résumé des principales et plus récentes références de la littérature.

1.2 Rôle de la stabilité politique

La revue de la littérature suggère que la relation entre démocratie et croissance est ambiguë. D'une part, les études théoriques sont divisées sur l'impact de la nature du régime politique sur la croissance. D'autre part, les travaux empiriques sur la question aboutissent à des résultats qui restent souvent perplexes sur l'existence d'une corrélation entre les deux concepts.

Dans ce travail nous nous proposons de concilier les différentes études qui portent sur la question. En examinant d'une manière approfondie les travaux théoriques, nous remarquons que leurs résultats ne sont pas divergents. La démocratie peut augmenter la croissance, toutes choses étant égales par ailleurs. Mais, elle peut avoir des conséquences négatives si elle est accompagnée par une instabilité politique.

La démocratie peut avoir des effets négatifs sur l'économie si les revendications politiques et sociales se transforment en grèves et manifestations qui perturbent l'activité des entreprises et obligent les entrepreneurs à arrêter leurs activités et quitter le pays. Les manifestations et les grèves continues peuvent même décourager les entrées des investissements directs étrangers. L'effet de la démocratie sur la croissance ne peut être ainsi que négatif ou non significatif.

L'instabilité politique peut également affecter la nature de la relation entre régime politique et croissance⁴. Les résultats des travaux théoriques suggèrent que l'instabilité politique peut influencer la nature de l'effet de la démocratie sur la croissance. Alesina et Tabellini (1989), Özler et Tabellini (1991), Cukierman *et al.* (1992) affirment que l'instabilité politique réduit considérablement l'horizon temporel, non seulement de l'investisseur, mais aussi du décideur politique. Celui-ci se contente alors, en régime démocratique, d'une pratique gestionnaire attentiste du pouvoir, en particulier dans le domaine économique. Les grandes réformes nécessaires sont alors esquivées. Ce type d'effets est particulièrement remarqué dans des démocraties faibles, au sein desquelles le système partisan est très éclaté. Un gouvernement à horizon temporel court peut, en outre, choisir la fuite en avant et pratiquer une politique économique du pire dont il espère à moyen terme recueillir les fruits (échec de son successeur). De même, un gouvernement à horizon temporel court n'est pas incité à respecter ni ses engagements, ni les règles et principes qui doivent, en principe, réguler l'activité économique (droit de propriété, droit des contrats, fiscalité...), Clague *et al.* (1996). Par ailleurs Fosu (1992) souligne qu'en présence d'instabilité politique, le risque de perte de capital augmente, ce qui fait baisser le volume d'investissements effectivement entrepris. Le pays instable voit

4. Il existe dans la littérature deux approches définissant l'instabilité politique. La première, proposée par Londregan et Poole (1990) et Alesina *et al.*, (1996), s'intéresse à l'instabilité politique définie comme étant la proportion du changement dans le pouvoir exécutif. La deuxième approche, adoptée par Venieris et Gupta (1986), Gupta (1991), et Alesina et Perotti (1996) consiste à construire un indice composite de l'instabilité sociopolitique en se basant sur plusieurs événements tels que, les manifestations, les meurtres politiques, les coups d'état et les guerres civiles et toute action politique violente.

alors les investisseurs nationaux et étrangers se détournent des opportunités offertes par l'économie nationale. Les conséquences pour la croissance peuvent être graves : baisse de l'investissement, détérioration des performances à l'exportation et difficultés de financement des projets privés et publics. En outre, Alesina et Perotti (1996) affirment que l'instabilité politique causée par des inégalités des revenus peut conduire à l'incertitude par rapport à l'environnement politique et social qui peut nuire à la croissance en réduisant l'investissement.

Les expériences de plusieurs pays qui ont vécu un changement de régime politique et notamment les pays du printemps arabe (Tunisie, Lybie et Égypte) montrent que la transition vers un régime politique plus démocratique peut être accompagnée par une instabilité politique affectant la croissance. Les faits constatés dans ces trois pays montrent qu'un processus de transition vers la démocratie peut être accompagné par une instabilité politique qui peut sans doute nuire à la croissance. Ceci suggère que l'effet de la démocratie sur la croissance dépend de la stabilité politique. Dans cet article nous nous proposons de vérifier empiriquement cette hypothèse. Nous tenterons de démontrer que la démocratie peut favoriser la croissance si elle est menée dans un cadre politique stable comme elle peut provoquer un ralentissement de l'activité économique si elle est associée à une instabilité politique.

Dans ce travail, nous considérons la stabilité politique comme variable exogène ne dépendant pas de la démocratie mais plutôt de facteurs socioéconomiques et culturels tels que l'inégalité des revenus et la fragmentation ethnique (Miljkovic et Arbindra, 2008).

Dans ce qui suit nous nous proposons d'examiner empiriquement les différentes hypothèses théoriques avancées. Tout d'abord, nous présentons les données ainsi que le modèle de croissance de base que nous utilisons dans cet article. Ensuite, nous proposons une analyse descriptive des variables utilisées. Enfin, nous présentons et nous analysons les résultats obtenus.

TABLEAU 1
RÉSUMÉ DE LA REVUE DE LA LITTÉRATURE

Études	Période	Échantillon	Méthodologie	Principaux résultats
Rodrik et Wacziarg (2005)	1950-2000	154 pays	Données de panel- MEF	La démocratie affecte positivement la croissance à court terme.
Fosu (2008)	1975-04	30 pays de l'Afrique subsaharienne	Données de panel- MEA, MEF	Relation en forme U entre démocratie et croissance
Doucoulagos et Ulubasoglu (2008)	Jusqu'à décembre 2005	483 estimations de 84 études	L'approche de Meta-analyse	La démocratie n'a pas d'effet direct sur la croissance. Elle stimule indirectement le taux de croissance à travers le capital humain, la liberté économique et la stabilité économique.
Papaioannou et Siourounis (2008)	1960-2003	166 pays	Données de panel – MCO, MEF, GMM	L'effet positif de la démocratie sur la croissance est observable après un certain temps. Durant la période de transition démocratique le taux de croissance diminue, puis il se stabilise à un niveau élevé.
Rock (2009)	1960-04	12 pays	Données de panel- MC2E	La démocratie affecte positivement la croissance et l'investissement.
Persson et Tabellini (2009)	1960-2000	150 pays	Données de panel – DID	L'effet positif de la démocratie sur la croissance dépend de l'ordre des réformes ainsi que de la nature du régime démocratique (parlementaire ou présidentiel).

TABLEAU 1 (suite)

Études	Période	Échantillon	Méthodologie	Principaux résultats
Narayan <i>et al</i> (2011)	1972-01	30 pays de l'Afrique subsaharienne	Cointegration, causalité de Granger et MCE	La démocratie affecte la croissance sur la longue période
Knutsen (2011)	1820- 2003	Plus de 150 pays	MCO avec PESC et MEF	La démocratie affecte positivement et significativement la croissance
Sandalcilar (2013)	1992-2010	12 pays	Donnés de panel, MCO, MEF et MEA	Il n'existe pas de relation robuste entre la démocratie et la croissance économique
Acemoglu <i>et al.</i> (2014)	1960-10	175 pays	GMM	La démocratie affecte positivement et significativement le PIB
Freund et Jaud (2014)	1960–2011	158 pays	Données de panel- DID	Le changement de régime politique entraine une augmentation du taux de croissance économique de 1 point en pourcentage à long terme, peu importe la direction du changement. La transition graduelle vers la démocratie n'a pas d'effet significatif sur la croissance.
Salahodjaev (2015)	1970-13	93 pays	Données de panel- MCO, RREG	La relation entre la démocratie et la croissance varie avec le niveau des capacités cognitives d'une nation.
Madsen <i>et al.</i> (2015)	1820-2000 1500-2000	141 pays	Données de panel – GMM, MEF, MC2E	La démocratie est un déterminant significatif de la croissance.

NOTE : PCSE : Panel avec des erreurs standards corrigées « *Panel Corrected Standard Error* »; GMM : Méthode des moments généralisés; MCE : Modèle à correction d'erreurs; MCO : Moindres carrés ordinaires; MEF : Modèle à effets fixes; ACP : Analyse en composante principale; MC2E : Moindres carrés en deux étapes « *Two-stage least squares* »; RREG : Régression robuste développée par Hamilton (1991); MEA : Modèle à effets aléatoires; DID : Technique d'estimation « *Difference-in-Differences* ».

2. DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Dans la présente section, nous présentons le modèle, la méthode d'estimation, les variables et les données.

2.1 Modèle et méthode d'estimation

Nous utilisons la méthode des moments généralisés ou GMM (*Generalized Method of Moments*) développée pour les modèles de panel dynamique par Holtz-Eakin *et al.* (1988), Arellano et Bond (1991) ainsi que par Arellano et Bover (1995). Le modèle empirique utilisé peut être présenté comme suit :

$$Y_{it} - Y_{i,t-1} = \alpha Y_{i,t-1} + \beta' X_{it} + \delta DEM_{it} + \varphi STAB_{it} + \eta_i + \lambda_t + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

$$i = 1, \dots, N; t = 1, \dots, T$$

où $Y_{it} - Y_{i,t-1}$ est le taux de croissance du PIB réel par habitant du pays i au temps t ou pour l'intervalle t , Y_{it} est le logarithme naturel du niveau du PIB réel par habitant au temps t , X_{it} est un vecteur de variables de contrôle (autre que le PIB par habitant). Ces éléments constituent des déterminants économiques de la croissance. D_{it} est une mesure de démocratie. $STAB$ est un indicateur de stabilité politique. α , β , δ et α sont des paramètres ou des vecteurs de paramètres à estimer. η_i , λ_t et ε_{it} désignent respectivement : des effets spécifiques pays, des effets spécifiques temporels et un terme d'erreur. Avec $\alpha = 1 + \gamma$, l'équation (1) devient :

$$Y_{it} = \alpha Y_{i,t-1} + \beta' X_{it} + \delta DEM_{it} + \varphi STAB_{it} + \eta_i + \lambda_t + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

$$i = 1, \dots, N; t = 1, \dots, T.$$

Dans le cas d'un panel dynamique, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode des moindres carrés ordinaires car elle peut donner des estimations biaisées à cause de la présence de la variable dépendante retardée à la droite de l'équation. Les estimations par les MCO seraient inconsistantes car $Y_{i,t-1}$ est corrélé avec le terme d'erreur (Arellano et Bond, 1991; Baltagi, 2008). Si la période d'étude est importante, le biais devient faible et le problème disparaît (Aisen et Veiga, 2013). Ainsi, étant donnée la relative courte période de notre étude, le problème persiste. L'équation (3) en différence première supprime les effets individuels V_i et élimine ainsi la source potentielle de ce biais.

$$\Delta Y_{it} = \alpha \Delta Y_{i,t-1} + \beta' \Delta X_{it} + \delta \Delta DEM_{it} + \varphi \Delta STAB_{it} + \Delta \lambda_t + \Delta \varepsilon_{it} \quad (3)$$

$$i = 1, \dots, N; t = 1, \dots, T$$

Cependant, quand toutes les variables exogènes sont exprimées en différence première elles deviendront endogènes étant donné que la différence première est corrélée avec le terme d'erreur. Suivant Holtz-Eakin *et al.* (1988), Arellano et Bond (1991) développent la méthode d'estimation GMM pour les modèles en données de panel dynamiques qui permet de résoudre le problème d'endogénéité en instrumentant la variable endogène retardée par ses valeurs passés de deux périodes et plus, et les variables prédéterminées ou faiblement exogènes (des variables qui

peuvent être influencées par les valeurs passées de la variable dépendante, mais qui restent non corrélées aux réalisations futures du terme d'erreur) par leurs valeurs retardées d'au moins une période. Pour les variables exogènes, leurs valeurs courantes sont utilisées comme instruments. Cependant, cette méthode ne permet pas d'identifier l'effet des facteurs invariants dans le temps. De plus, Blundel et Bond (1998) montrent à l'aide des simulations de Monte-Carlo que l'estimateur GMM en différence première donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles. Pour résoudre ces problèmes, ils proposent l'utilisation de l'approche GMM en système qui estime le modèle en différence conjointement avec l'équation en niveau, telle que proposée par Arellano et Bover (1995). En utilisant l'expérience Monte-Carlo, Blundell et Bond (1998) montrent que cet estimateur en système réduit le biais potentiel dans les échantillons finis et l'imprécision asymptotique associé à l'estimateur en différence. Selon cette approche, si les différences premières d'une variable explicative ne sont pas corrélées avec les effets individuels, les valeurs retardées des différences premières peuvent être utilisées comme instruments dans l'équation en niveau. Aussi, les différences premières retardées de la variable dépendante peuvent aussi être des instruments valables pour les équations en niveau.

Bien que le GMM en système soit asymptotiquement plus efficace que le GMM en différence première, il produit des résultats biaisés. Pour pallier ce problème, nous utilisons la méthode d'estimation à deux étapes proposée par Windmeijer (2005) pour la correction de la variance en échantillon de taille finie (Roodman, 2009).

L'efficacité de l'estimateur GMM repose sur la validité des hypothèses suivantes : (i) les instruments sont bien valides et (ii) les termes d'erreur sont non autocorrélés. Pour tester la validité des variables retardées comme instruments, Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) suggèrent les tests de sur-identification de Hansen/ Sargan. Dans ce travail, nous utilisons le test de Hansen car il est efficace en présence de problème d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité (Roodman, 2007; Neanidis et Varvarigos, 2009). Pour vérifier l'hypothèse de non-corrélation des termes d'erreur, nous effectuons un test d'autocorrélation de second ordre car par construction, le terme d'erreur en différence première est corrélé au premier ordre (Levine *et al.*, 2000).

L'estimation des modèles de croissance en utilisant l'estimateur GMM en différence pour les modèles de données de panel linéaire a été introduite par Caselli *et al.* (1996). Ensuite, Levine *et al.* (2000) ont utilisé l'estimateur GMM en système, qui est désormais une pratique courante dans la littérature (Durlauf *et al.*, 2005 et Beck, 2008).

2.2 Définition et mesure des variables

La présente étude porte sur un échantillon composé de 79 pays et couvre la période de 1984 à 2008. Le choix de cette période est lié à la disponibilité des données pour les variables institutionnelles sur cette période, et notamment la

mesure de la stabilité politique. Nous retenons comme variables : le taux de croissance économique, le revenu réel initial par habitant, la mesure de démocratie, l'indicateur de stabilité politique, le taux d'investissement, le taux de croissance de la population et l'ouverture commerciale.

Cette étude utilise la moyenne quinquennale de chacune des variables énumérées précédemment à l'exception du niveau initial du revenu réel par habitant (première année de cinq ans). Nous disposons ainsi de cinq observations pour chaque pays. Les données relatives à la variable dépendante et aux variables de contrôle sont extraites des indicateurs de développement de la Banque mondiale (WDI) et de la base de données Penn World Table, version 8.0. Les données relatives aux variables institutionnelles sont obtenues comme suit : les indicateurs de démocratie à savoir : l'Indice de Freedom House et l'indice de Polity IV ont été obtenues respectivement des bases de données de l'organisation de Freedom House et du centre systématique de paix. Enfin, les données sur l'indice de stabilité politique sont recueillies de « International Country Risk Guide » (ICRG). Le tableau 2 présente les différentes variables, leurs notations ainsi que leurs sources.

L'échantillon total a été décomposé en deux sous-groupes de pays selon leur degré de stabilité politique au cours de la première période (1984-1988)⁵. Un groupe de pays stables constitué des pays dont la moyenne de l'indice de stabilité au cours de la première période est supérieure à la moyenne de l'échantillon au cours de la même période. De même, un groupe de pays instables composé des pays dont la moyenne de cet indice est inférieure à la moyenne de l'échantillon au cours de la première période⁶.

2.2.1 Variable dépendante

Ce travail étudie empiriquement l'effet de la démocratie sur la croissance économique. Cette dernière est mesurée par le revenu réel par habitant qui est égal au logarithme naturel du PIB réel par habitant.

2.2.2 Variables institutionnelles

a) Les indicateurs de démocratie

Nous utilisons deux indicateurs de démocratie. L'indice *Freedom House* (FH) a été proposé depuis 1972 par une organisation indépendante de la société civile créée aux États-Unis en 1940 sous le même nom. Ainsi, Freedom House publie des indices des libertés civiles et politiques existant dans presque tous les pays du monde. Elle construit ces indices avec l'aide de documents imprimés nationaux et

5. Nous avons choisi de diviser l'échantillon en utilisant l'ISP pour la première période étant donné la nature endogène de la stabilité politique par rapport à la démocratie et la croissance économique.

6. En annexe figure la liste des pays de l'échantillon total et des deux groupes retenus

TABLEAU 2
TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DIFFÉRENTES VARIABLES

Notation	Définition	Source
TCE	Taux de Croissance Économique mesuré par la différence entre deux périodes du logarithme naturel du PIB réel par habitant, comme suit : $TCE_{it} = y_{it} - y_{it-1}$	Calcul des auteurs à partir des données de Penn World Table, version 8.0
RR	Revenu réel par habitant (logarithme naturel du PIB réel par habitant)	Calcul des auteurs à partir des données de Penn World Table, version 8.0
OC	Taux d'ouverture commerciale (somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB)	WDI
TCP	Taux de croissance annuel de la population	WDI
TI	Taux d'investissement : formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB	WDI
RRIH	Revenu réel initial par habitant	Penn World Table, version 8.0
FH	Indice de Freedom House	Base de données de Freedom house
Polity IV	Indice de Polity IV	Base de données de <i>The Center for Systemic Peace (CSP)</i>
ISP	Indice de stabilité politique	Base de données de l'ICRG

internationaux, de visites sur terrains et d'interviews avec des activistes humanitaires, des journalistes et des hommes politiques. Les pays sont codés de 1 à 7 par rapport aux droits politiques et les libertés civiles. Un score égal à « 1 » désigne un pays démocratique (des démocraties avancées), un score égal à « 7 » désigne les pays les moins démocratiques (non libres, absence de principes démocratiques). Enfin, les pays ayant un score entre 5,5 et 7 sont considérés comme « non libres ». Afin de faciliter l'interprétation économétrique de cet indice, nous le ramenons à l'intervalle [0 (autocratie); 1 (démocratie)] comme chez Barro (1996), Helliwell (1994) ou Rodrik (1998, 1999 et 2000).

L'indice de Polity IV est fourni par « The Center for Systemic Peace » (CSP). Les séries des études proposées sont nommées *Polity Project*. Aujourd'hui, Polity IV est probablement la base de données la plus complète en matière de droits politiques. En effet, elle contient, pour 186 pays à partir de l'an 1800, entre autres, une note de démocratie, une note d'autocratie, la durée en année du régime en cours et une note sur l'égalité des chances politiques. Polity IV code les pays avec 21 scores allant de -10 à +10. La note « 10 » indique une démocratie forte. En d'autres termes, les rangs entre « 0 » et « +10 » signifient une démocratie, entre « -10 » et « 0 » indiquent une autocratie et « 0 » signifie l'absence de principes démocratiques ou d'éléments autocratiques.

b) L'Indice de stabilité politique

L'indice de stabilité politique (ISP) est mesuré par l'indice de stabilité gouvernementale élaboré par la société privée Political Risk Services Group (PRSG). Il reflète la capacité apparente du gouvernement à rester au pouvoir ainsi que sa capacité à mettre en œuvre son programme déclaré. C'est un indicateur composite tenant compte de trois variables : l'unité du gouvernement, le pouvoir législatif et le soutien populaire. Chaque variable est notée sur quatre points, avec 0 signifie un risque trop élevé et 4, signifie un risque trop bas. La somme des trois notes obtenues constitue la mesure de stabilité politique.

2.2.3 Variables de contrôle

Par référence aux théories de la croissance exogène et endogène, nous utilisons un ensemble standard de variables de conditionnement qui comprend : l'ouverture commerciale (OC), le taux de croissance annuel de la population (TCP), le taux d'investissement (TI) et le revenu réel initial par habitant (RRIH).

Pour tenir compte de l'effet de l'investissement sur la croissance, nous utilisons la variable formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB. Les travaux empiriques s'intéressant à cet indicateur démontrent son effet positif sur le taux de croissance du PIB par habitant par son action sur la production, l'emploi et la consommation (Du *et al.* 2014). L'ouverture commerciale est mesurée par la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB. L'effet attendu de cette variable sur la croissance est positif. Par référence à la théorie du commerce international principalement les travaux de Ricardo et Smith sur les avantages absolu et comparatif, des échanges commerciaux libres permettent d'augmenter le produit grâce à une utilisation efficace des ressources (Gaitan et Roe, 2012). Le taux de croissance annuel de la population est utilisé dans notre modèle comme proxy du facteur travail. Selon le modèle de Solow, l'effet attendu de cet indicateur sur la croissance est négatif. Le revenu réel initial par habitant est mesuré par le niveau du PIB réel par habitant au début de chaque période. Cette variable doit permettre de tenir compte du processus de convergence conditionnelle. Le modèle de Solow (1956) prédit que chaque économie converge vers son propre sentier d'équilibre. Autrement dit, un pays ayant au départ un revenu par habitant faible

aura un taux de croissance d'autant plus élevé qu'il est éloigné de son sentier d'équilibre de long terme. Dans ce travail, l'équation (2) nous servira de base pour estimer l'effet de la démocratie sur la croissance. Si le coefficient du revenu réel initial, α , dans l'équation (2) est positif et inférieur à un (<1), on accepte l'hypothèse de convergence conditionnelle⁷ (Slesman et al., 2015; Baharumshah et al., 2016; Teixeira et Queirós, 2016).

3. ANALYSE DESCRIPTIVE

Il s'agit de présenter quelques faits stylisés de la relation entre démocratie et croissance économique.

3.1 Résumé statistique de l'échantillon

TABLEAU 3
STATISTIQUES DESCRIPTIVES POUR L'ÉCHANTILLON TOTAL

Variable	Observation	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
TCE	394	0,017	0,034	-0,319	0,117
FH	392	0,637	0,307	0	1
Polity IV	374	4,180	6,354	-10	10
ISP	393	7,542	1,970	1,466	11,5
OC	381	75,501	50,908	14,396	425,451
TI	376	21,754	6,251	5,457	56,415
TCP	395	1,690	1,098	-1,572	5,627

Dans le tableau 3, nous donnons la moyenne et l'écart-type des variables du modèle de croissance économique pour les 79 pays de l'échantillon. Le taux de croissance économique moyen de l'échantillon total sur la période étudiée est de 1,7 %. Le Libéria a le taux de croissance économique le plus faible (-31,9 %) pour la période 1989-1993 et le plus élevé (11,7 %) au cours de la période 1994-1998. En ce qui concerne les indicateurs de démocratie, la valeur minimale de l'indice de Freedom-House est enregistrée au Soudan, en Arabie Saoudite, en Bulgarie et

7. Par contre, si l'équation (1) est utilisée, on accepte l'hypothèse de convergence conditionnelle si le coefficient α est négatif.

en Mongolie, alors que la valeur minimale de la mesure Polity IV est enregistrée en Arabie Saoudite. Les pays ayant enregistré les indicateurs de démocratie les plus élevés entre autres, sont le Luxembourg, Chypre, le Costa Rica, le Canada, l'Autriche, le Danemark et le Royaume-Uni. La moyenne de l'indice de stabilité politique est de 7,542. La valeur maximale de l'indice de stabilité est enregistrée au Brunei (11,5) tandis que le minimum est au Libéria (1,466).

Les tableaux 4 et 5 donnent les statistiques descriptives pour les pays stables et instables respectivement. Le taux de croissance économique est en moyenne le plus élevé dans les pays stables, environ plus de deux fois plus élevé que les pays instables. En revanche, ce sont les pays instables qui connaissent les taux de croissance le plus et le moins élevé. Les moyennes des indices de démocratie dans les pays stables sont supérieures à ceux enregistrés dans les pays instables. Remarquons également que la variabilité de l'indice de stabilité politique dans les pays stables est inférieure à celle constatée dans les pays instables.

TABLEAU 4

STATISTIQUES DESCRIPTIVES POUR L'ÉCHANTILLON DES PAYS INSTABLES

Variable	Observation	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
TCE	190	0,011	0,041	-0,319	0,117
FH	190	0,515	0,254	0	1
Polity IV	185	2,522	5,836	-9	10
ISP	190	6,843	2,168	1,466	11

TABLEAU 5

STATISTIQUES DESCRIPTIVES POUR L'ÉCHANTILLON DES PAYS STABLES

Variable	Observation	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
TCE	204	0,023	0,025	-0,062	0,090
FH	202	0,751	0,308	0	1
Polity IV	189	5,804	6,439	-10	10
ISP	203	8,197	1,498	3,783	11,5

L'analyse de la moyenne et de l'écart-type des variables du modèle de croissance peut être approfondie par l'analyse des corrélations et l'examen graphique de la relation entre démocratie et croissance économique. C'est ce que nous présentons dans ce qui suit.

3.2 Analyse des corrélations

L'analyse des corrélations est utile car une forte corrélation entre les variables pourrait causer un problème de multicollinéarité et rendre difficiles les estimations économétriques ou rendrait difficile l'interprétation des résultats (Erkel-Rousse, 1995).

TABLEAU 6

COEFFICIENTS DE CORRÉLATION ENTRE LES VARIABLES POUR L'ÉCHANTILLON TOTAL

Variable	RRI	FH	IV	STAB	OC	INV	POP
RRIH	1,000						
FH	0,589	1,000					
Polity IV	0,526	0,910	1,000				
STAB	0,288	0,227	0,240	1,000			
OC	0,032	0,041	-0,010	0,300	1,000		
TI	0,175	0,039	0,019	0,158	0,287	1,000	
TCP	-0,579	-0,583	-0,544	-0,196	0,022	-0,120	1,000

NOTE : Les corrélations sont calculées sur les moyennes quinquennales des variables.

TABLEAU 7

COEFFICIENTS DE CORRÉLATION POUR LES PAYS INSTABLES

Variable	RRI	FH	IV	STAB	OC	INV	POP
RRIH	1,000						
FH	0,332	1,000					
Polity IV	0,308	0,886	1,000				
ISP	0,151	0,210	0,287	1,000			
OC	0,229	0,077	0,129	0,222	1,000		
TI	0,346	-0,015	0,046	0,153	0,354	1,000	
TCP	-0,458	-0,297	-0,298	-0,086	-0,062	-0,161	1,000

NOTE : Les corrélations sont calculées sur les moyennes quinquennales des variables.

TABLEAU 8
COEFFICIENTS DE CORRÉLATION POUR LES PAYS STABLES

Variable	RRI	FH	IV	STAB	OC	INV	POP
RRIH	1,000						
FH	0,560	1,000					
Polity IV	0,597	0,929	1,000				
ISP	0,094	0,005	0,034	1,000			
OC	-0,160	-0,065	-0,135	0,336	1,000		
TI	-0,116	-0,100	-0,166	-0,039	0,237	1,000	
TCP	-0,598	-0,710	-0,682	-0,123	0,150	0,083	1,000

NOTE : Les corrélations sont calculées sur les moyennes quinquennales des variables

Les tableaux 6 à 8 fournissent les coefficients de corrélation entre les variables explicatives du modèle de croissance économique pour l'échantillon total et les sous-échantillons. Nous constatons qu'il existe une forte corrélation entre les indicateurs de démocratie. Nous remarquons également qu'il n'existe pas de risque de corrélation entre les variables explicatives dans le cas des pays instables alors qu'il existe une corrélation élevée entre certaines variables dans le cas de l'échantillon total et les pays stables⁸.

Pour vérifier la présence de multicollinéarité entre les variables exogènes, nous utilisons le test VIF (*Variance Inflation Factors*). Le tableau 9 expose les résultats de test de multicollinéarités entre les différentes variables retenues dans chaque modèle. Les résultats trouvés nous indiquent que la corrélation entre les variables est acceptable. En effet les facteurs d'inflation de la variance ont tous une valeur inférieure à 3 et les valeurs de tolérance excèdent tous 0,4. Par conséquent, nous pouvons intégrer toutes les variables explicatives dans le modèle de croissance sans risque de multicollinéarité.

TABLEAU 9

TEST DE MULTICOLINÉARITÉ : VALEURS DE LA TOLÉRANCE ET VIF

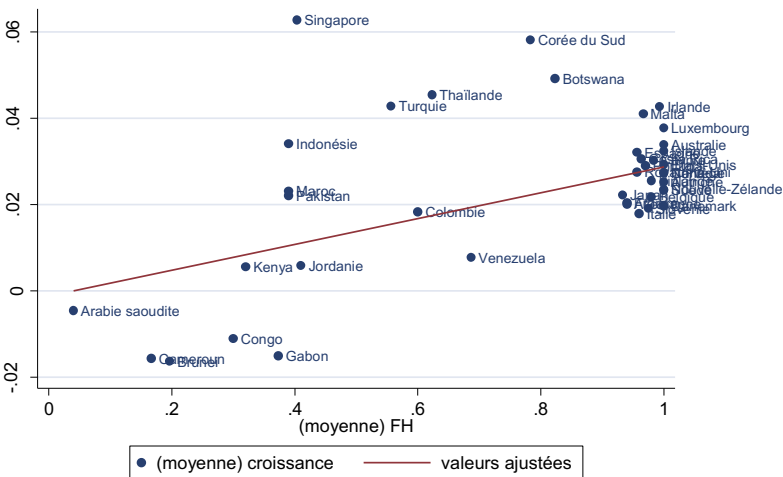
Variables	Échantillon total				Pays stables				Pays instables			
	Tolérance	VIF	Tolérance	VIF	Tolérance	VIF	Tolérance	VIF	Tolérance	VIF	Tolérance	VIF
RRIH	0,549	1,82	0,562	1,78	0,581	1,72	0,526	1,90	0,691	1,45	0,691	1,45
FH	0,550	1,82			0,452	2,21			0,838	1,19		
Polity IV			0,625	1,60			0,475	2,10			0,828	1,21
ISP	0,819	1,22	0,811	1,23	0,813	1,23	0,805	1,24	0,901	1,11	0,871	1,15
OC	0,827	1,21	0,825	1,21	0,768	1,30	0,765	1,31	0,832	1,20	0,823	1,21
TI	0,877	1,14	0,870	1,15	0,918	1,09	0,894	1,12	0,778	1,28	0,794	1,26
POP	0,537	1,86	0,535	1,87	0,412	2,43	0,414	2,41	0,751	1,33	0,737	1,36
Moyenne VIF	1,51		1,47		1,66		1,68		1,26		1,27	

3.3 Analyse graphique

Afin d'évaluer dans quelle mesure la stabilité politique affecte la relation entre démocratie et croissance, nous nous proposons d'effectuer une analyse graphique de la relation entre ces deux variables dans les deux groupes de pays stables et instables. En effet la décomposition de notre échantillon en fonction du degré de stabilité des pays fournit un éclairage intéressant sur la relation entre la démocratie et la croissance économique.

Les graphiques 1 et 2 présentent le nuage des points reliant la moyenne du taux de croissance économique et la moyenne de l'indice de démocratie dans les pays stables, ainsi que la droite de régression linéaire⁹. Nous remarquons que le coefficient relatif à la pente de la droite de régression matérialisant la relation entre démocratie et croissance est positif et significatif au seuil de 1 %, indiquant que l'accroissement de la démocratie dans les pays stables contribue à l'amélioration du taux de croissance économique. L'observation du nuage des points reliant la moyenne du taux de croissance économique et la moyenne de l'indice de démocratie dans les pays instables montre une relation très faiblement positive ($R^2 < 0,025$; coefficient $< 0,02$) et statistiquement non significative, ce qui dénote que la démocratie n'affecte pas la croissance économique dans les pays caractérisés par une forte instabilité politique¹⁰.

GRAPHIQUE 1
RELATION ENTRE MESURE DE DÉMOCRATIE FH ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
DANS LES PAYS STABLES

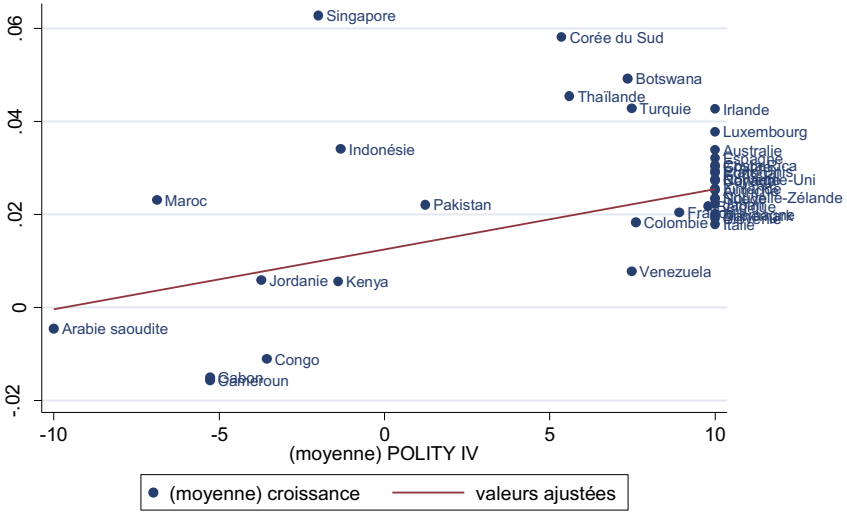


9. Les équations des droites de régressions relatives aux pays stables sont les suivantes :
Croissance = $0,0003 + 0,030 \text{ FH}$ $R^2 = 0,262$, croissance = $0,016 + 0,001 \text{ Polity IV}$ $R^2 = 0,219$
(0,958) (0,001) (0,000) (0,003)

10. Les équations des droites de régressions relatives aux pays instables sont les suivantes :
Croissance = $0,005 + 0,012 \text{ FH}$ $R^2 = 0,024$, croissance = $0,010 + 0,0004 \text{ Polity IV}$ $R^2 = 0,012$
(0,507) (0,353) (0,003) (0,514)

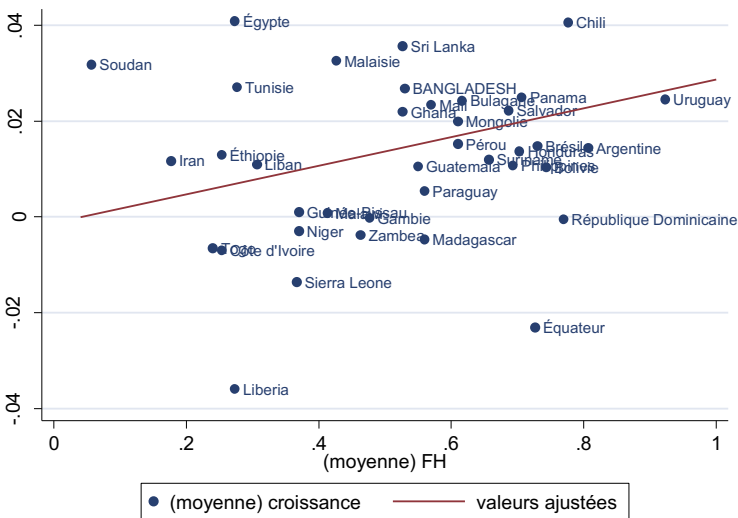
GRAPHIQUE 2

RELATION ENTRE MESURE DE DÉMOCRATIE POLITY IV ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS STABLES



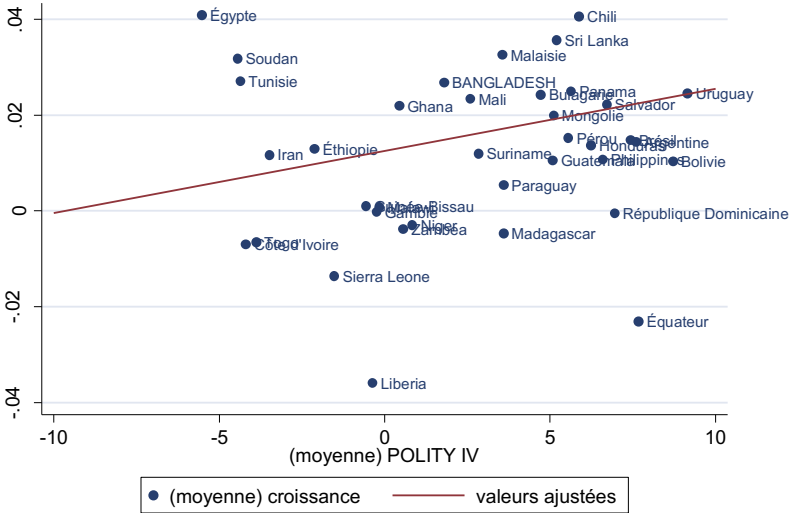
GRAPHIQUE 3

RELATION ENTRE MESURE DE DÉMOCRATIE FH ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS INSTABLES



GRAPHIQUE 4

RELATION ENTRE MESURE DE DÉMOCRATIE POLITY IV ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
DANS LES PAYS INSTABLES



Bref, les graphiques indiquent qu'il existe une relation étroite entre croissance et démocratie dans les pays stables. Les graphiques révèlent également la non-existence de relation entre les deux variables au sein des pays instables. Ainsi, l'analyse graphique conforte le postulat selon lequel l'effet de la démocratie sur la croissance dépend positivement du degré de stabilité politique. Néanmoins, les conclusions dégagées à partir de l'analyse descriptive n'étant que présomptifs. L'analyse de l'effet de la démocratie sur la croissance ne saurait se limiter à l'analyse statistique. Il importe donc de réaliser une analyse économétrique afin d'examiner correctement et d'une manière robuste l'effet de la démocratie sur la croissance. Dans ce qui suit nous nous proposons d'évaluer l'impact de la démocratie sur la croissance d'une part, et d'autre part de mettre en évidence l'effet de l'instabilité politique dans la relation entre les deux variables.

4. ESTIMATIONS ET INTERPRÉTATIONS

Les résultats obtenus précédemment laissent entendre que la démocratie affecte positivement la croissance économique si elle est associée à une stabilité politique. Autrement dit, la démocratie ne peut avoir des effets positifs sur la croissance que dans les pays caractérisés par un climat politique stable. Afin de vérifier la robustesse de ces résultats, nous procédons à une analyse économétrique de la relation entre démocratie et croissance économique.

L'étude économétrique est menée en deux étapes. Premièrement, nous estimons l'équation (2) en utilisant l'échantillon total. Ensuite, nous estimons le modèle de croissance pour les deux sous-groupes de pays afin de capter d'éventuelles différences de l'impact de la démocratie sur la croissance économique. Nous utilisons la moyenne quinquennale de toutes les variables du modèle à l'exception du niveau initial de PIB réel par habitant. L'utilisation de la moyenne des données permet d'atténuer l'effet des chocs associés aux cycles économiques sur la croissance.

4.1 Résultats pour l'échantillon total

Les résultats des estimations du modèle de croissance économique relatifs à l'échantillon de 79 pays sont présentés dans le tableau 10. Les résultats montrent que le niveau de démocratie n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique, qu'il soit mesuré par l'indice de Freedom House ou l'indice de Polity IV et avec ou sans variables de contrôle. Ce constat est conforme aux résultats de plusieurs études empiriques passées en revue précédemment. Nous supposons que cet effet non significatif est dû à l'effet négatif de l'instabilité politique sur la croissance qui peut compenser l'effet positif de la démocratie. La mesure de stabilité politique admet un coefficient positif et significatif quelle que soit la spécification retenue, ce qui tend à indiquer que l'accroissement de la stabilité politique augmente significativement la croissance économique.

En ce qui concerne les variables de contrôle, le revenu initial entre dans l'ensemble des spécifications estimées avec des coefficients théoriquement attendus. Le taux d'investissement a un effet positif et significatif sur la croissance. En revanche, le taux de croissance de la population ne semble pas affecter d'une manière substantielle la croissance économique. Le coefficient de la croissance démographique est significativement négatif lorsque l'indice de Polity IV est pris comme mesure de démocratie. Cependant, dans les régressions où l'indice de Freedom House est retenu, il devient non significatif. Par ailleurs, l'ouverture commerciale ne semble pas avoir d'impact significatif sur la croissance économique.

Afin de tester la sensibilité des résultats obtenus sur différents groupes de pays, nous subdivisons l'échantillon total en deux sous-échantillons selon le degré de stabilité politique. Ainsi, les pays ayant un indice de stabilité politique dépassant la moyenne formeront le sous-groupe des pays stables alors que les pays ayant un indice en dessous de la moyenne constitueront le sous-groupe des pays instables. Dès lors, les estimations seront reprises pour les deux sous-groupes de pays : stables et instables.

4.2 Résultats pour chaque groupe de pays

Dans cette sous-section nous procédons à l'évaluation de l'impact de la démocratie sur la croissance dans les deux groupes de pays retenus. Nous régressons le taux de croissance économique sur l'indicateur de démocratie, la mesure de stabilité

TABLEAU 10
ESTIMATION DE L'EFFET DE LA DÉMOCRATIE SUR LA CROISSANCE POUR
L'ÉCHANTILLON TOTAL

Variable dépendante : TCE	Estimation avec indice de Freedom-House		Estimation avec indice de Polity IV	
	(1)	(2)	(3)	(4)
RRIH	0,994*** (0,000)	0,997*** (0,000)	0,986*** (0,000)	0,993*** (0,000)
Démocratie	0,043 (0,566)	0,056 (0,116)	0,002 (0,248)	0,0003 (0,929)
ISP	0,014*** (0,000)	0,011 *** (0,003)	0,016*** (0,000)	0,015*** (0,004)
OC	-0,072** (0,030)	0,00006 (0,734)	-0,014 (0,816)	-0,0001 (0,586)
TI		0,004*** (0,004)		0,006*** (0,008)
TCP		-0,015 (0,209)		-0,036** (0,033)
Constante		-0,109 (0,175)		-0,068 (0,518)
Nombre d'instruments	15	25	12	23
AR(2) test (p-value)	0,69 (0,490)	-1,17 (0,242)	0,64 (0,522)	-1,57 (0,116)
Hansen j-test (p-value)	11,91 (0,218)	10,70 (0,405)	7,70 (0,261)	12,21 (0,589)

NOTE : Les valeurs entre parenthèses indiquent les p-value estimés.

Hansen J-test : test de suridentification des instruments en estimation GMM.

AR2 : test d'Arellano et Bond analysant l'existence d'une autocorrélation de second ordre en différences premières.

* Coefficient significatif au seuil de 10 %;

** Coefficient significatif au seuil de 5 %;

*** Coefficient significatif au seuil de 1 %.

politique et les variables de contrôle définies plus haut. Nous procédons en deux étapes. Dans une première étape, nous incluons dans le modèle de croissance l'indice de démocratie et la mesure de stabilité politique avec le revenu réel initial. Dans une deuxième étape, nous ajoutons les variables de contrôle. Les résultats obtenus sont reportés dans le tableau 11.

Les quatre premières colonnes du tableau 11 affichent les résultats pour les pays instables. Les résultats corroborent nos hypothèses théoriques. Quelle que soit la spécification du modèle de croissance retenue, la démocratie n'exerce pas un effet significatif sur la croissance dans les pays instables, aussi bien lorsqu'elle est mesurée par l'indice de Freedom House que par l'indice de Polity IV. Le coefficient de la mesure de stabilité politique est positif et significatif au seuil de 5 %, indiquant que la réduction du degré d'instabilité politique peut augmenter significativement la croissance économique dans les pays instables.

Les quatre dernières colonnes du tableau 11 présentent les résultats d'estimation pour les pays stables. Les coefficients des deux mesures de démocratie sont stables quelle que soit la spécification retenue. Ils sont toujours positifs et significatifs au seuil de 5 %. Ce résultat suggère que la démocratie affecte positivement la croissance économique dans les pays caractérisés par un climat politique stable. Le coefficient de l'indicateur de stabilité politique est non significatif dans toutes les régressions. Ainsi, il semble que la stabilité politique n'affecte pas significativement la croissance dans les pays stables. Cette faible corrélation peut s'expliquer par la faible variance dans le temps et dans l'espace du degré de stabilité politique dans ce sous-groupe de pays.

Au total, les résultats donnent à penser que l'impact de la démocratie sur la croissance varie considérablement selon le groupe de pays. Un régime politique démocratique entraînerait une augmentation de la croissance économique seulement pour les pays ayant des conditions politiques stables. Dans le cas des autres pays, à défaut de stabilité politique, la démocratie aurait des effets non significatifs sur la croissance.

En ce qui concerne les variables de contrôle, nous remarquons dans le cas des pays instables que le taux d'investissement affecte positivement et significativement la croissance économique. Alors que le taux de croissance de la population et l'ouverture commerciale ne semblent pas avoir d'effets significatifs et robustes sur la croissance.

Dans le cas des pays stables, nous constatons qu'un taux de croissance de la population élevé est néfaste pour la croissance économique. Nous remarquons également que le taux d'investissement et l'ouverture commerciale n'affectent pas significativement la croissance économique.

Par ailleurs, Le coefficient du niveau du PIB réel initial par habitant est significatif, positif et inférieur à 1 aussi bien dans les pays stables que dans les pays instables. Ainsi, l'hypothèse de convergence conditionnelle est vérifiée pour tous les pays.

TABLEAU 11

ESTIMATION DE L'EFFET DE LA DÉMOCRATIE SUR LA CROISSANCE POUR LES PAYS STABLES ET LES PAYS INSTABLES

Variable dépendante : TCE	Pays instables				Pays stables			
	Estimation avec l'indice Freedom-House		Estimation avec l'indice de Polity IV		Estimation avec l'indice de Freedom-House		Estimation avec l'indice de Polity IV	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Revenue initial	0,999*** (0,000)	0,942*** (0,000)	0,976*** (0,000)	0,923*** (0,000)	0,999*** (0,000)	0,976*** (0,000)	0,954*** (0,000)	0,971*** (0,000)
Démocratie	0,072 (0,302)	-0,147 (0,152)	-0,006 (0,177)	-0,007 (0,109)	0,114** (0,033)	0,132** (0,038)	0,009*** (0,001)	0,005** (0,028)
ISP	0,017** (0,033)	0,027** (0,030)	0,045*** (0,005)	0,025 ** (0,027)	0,002 (0,593)	0,0005 (0,898)	0,0009 (0,842)	0,0006 (0,904)
OC		0,0007 (0,348)		0,0001 (0,908)		-0,0002 (0,137)		-0,0001 (0,548)
TI		0,008** (0,022)		0,007** (0,039)		0,001 (0,322)		0,0005 (0,871)

TABLEAU 11 (suite)

Variable dépendante : TCE	Pays instables				Pays stables			
	Estimation avec l'indice Freedom-House		Estimation avec l'indice de Polity IV		Estimation avec l'indice de Freedom-House		Estimation avec l'indice de Polity IV	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
TCP		-0,005 (0,934)		-0,042 (0,372)		-0,021*** (0,009)		-0,017** (0,035)
Constant	-0,144 (0,215)	0,184 (0,710)	-0,062 (0,810)	0,429 (0,611)	-0,041 (0,541)	0,181* (0,099)	0,348** (0,010)	0,261* (0,056)
Nombre d'instruments	9	15	10	16	10	26	14	26
AR(2) test (<i>p-value</i>)	1,11 (0,269)	-0,62 (0,533)	1,32 (0,186)	-0,96 (0,339)	-1,46 (0,145)	-0,77 (0,438)	-1,58 (0,114)	-1,18 (0,236)
Hansen j-test (<i>p-value</i>)	3,19 (0,364)	0,93 (0,988)	3,21 (0,523)	6,37 (0,497)	3,93 (0,415)	11,62 (0,822)	9,31 (0,317)	17,55 (0,418)

NOTE : Les valeurs entre parenthèses indiquent les p-value estimés.

Hansen J-test : test de suridentification des instruments en estimation GMM.

AR2 : test d'Arellano et Bond analysant l'existence d'une autocorrélation de second ordre en différences premières.

* Coefficient significatif au seuil de 10 %; ** coefficient significatif au seuil de 5 %; *** coefficient significatif au seuil de 1 %.

CONCLUSION

L'objectif de cet article a été de clarifier l'ambiguïté qui entache la nature de la relation entre démocratie et croissance. Il vise à concilier les résultats des études empiriques précédentes d'une part, et les hypothèses théoriques et travaux empiriques d'autre part. Notre modeste apport en la matière peut être synthétisé en trois idées principales.

Premièrement, à travers une revue synthétique de la littérature, nous avons essayé de relever les grands traits des travaux théoriques qui tournent autour de trois approches majeures. D'abord, « l'approche de compatibilité » développant l'idée selon laquelle la démocratie a un effet positif sur la croissance. Ainsi, un régime démocratique qui implique l'existence et l'exercice des libertés civiques fondamentales et des droits politiques, crée les circonstances politiques favorables pour améliorer les performances macroéconomiques. La démocratie à tendance à encourager et préparer les acteurs à exercer la liberté économique et à inciter l'initiative privée des entrepreneurs. Les libertés politique et économique, constituants essentiels de la démocratie, protègent le droit de propriété et développent la concurrence sur le marché assurant ainsi la croissance et sa soutenabilité. Ensuite, l'« approche de conflit » suggère une relation négative en la matière. En effet, les régimes autocratiques ont la capacité de résister aux pressions populistes et d'assurer un cadre d'affaires stable où l'action syndicale est relativement inopérante. Dans les régimes démocratiques, les individus à faibles revenus se mobilisent, recommandant l'application de politiques de redistribution de revenu qui entravent l'accumulation des profits et par conséquent l'investissement. La démocratie permet aux groupes sociaux de demander et obtenir des bénéfices particuliers. Elle est, ainsi, de nature à évincer l'investissement direct étranger et gêner par conséquent la croissance économique. Enfin, « l'approche sceptique » est plutôt neutre en défendant l'inexistence de relation systémique entre démocratie et croissance. Ainsi, les différents régimes sont capables d'adopter les mêmes politiques économiques et réaliser les mêmes performances. L'incidence du système politique sur la croissance serait donc insignifiante.

Deuxièmement, le passage en revue des travaux empiriques dévoile un non-accord systémique des chercheurs. Les divers résultats ne semblent pas être concluants en ce qui concerne l'effet du régime politique sur les performances macroéconomiques. Dans ce cadre, l'objectif de notre travail est un retour d'investigation sur les causes de l'ambiguïté de la relation démocratie-croissance. Ainsi, nous avons proposé l'idée qu'un cadre politique stable serait en mesure de favoriser les bienfaits économiques de la croissance tandis que l'instabilité politique constituerait, à notre avis, un goulot d'étranglement pour la croissance.

Troisièmement, en vue de tester cette hypothèse, l'analyse empirique a été consacrée, en premier lieu, à l'examen de la relation entre la nature du régime politique et la performance économique. Les résultats des régressions suggèrent que la démocratie n'affecte pas significativement la croissance. Ces résultats, bien qu'ils soient conformes à ceux trouvés par plusieurs études empiriques précédentes,

ne permettent pas de donner une conclusion définitive quant à la nature de la relation entre démocratie et croissance. Dans le but de trouver une explication à ce constat, notre tentative était de vérifier, en second lieu, si la stabilité politique pouvait affecter la nature de cette relation. Nous avons constaté que la démocratie peut stimuler la croissance si elle est menée dans un environnement politique stable. En effet, la subdivision de l'échantillon total en deux sous échantillons de pays stables et instables et la reprise des mêmes estimations sur chaque sous groupe à part, nous a permis de déboucher sur deux idées principales. *Primo*, dans les pays politiquement instables, la démocratie n'exerce pas d'effet significatif sur la croissance alors que la stabilité politique est d'effet significativement positif. *Secundo*, dans les pays stables, la démocratie affecte positivement et significativement la croissance. Ceci, nous semble-t-il, corrobore notre idée principale selon laquelle la démocratie est porteuse de croissance si elle est menée dans un cadre politique stable.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D., S. JOHNSON, J.A. ROBINSON, J.A. et P. YARED (2008), « Income and Democracy », *American Economic Review*, 98 (3) : 808-842.
- ACEMOGLU, D., S. JOHNSON, J.A. ROBINSON et P. YARED (2009), « Reevaluating the Modernization Hypothesis », *Journal of Monetary Economics*, 56 : 1043-1058.
- ACEMOGLU, D., S. NAIDU, P. RESTREPO et J.A. ROBINSON (2014), « Democracy Does Cause Growth », NBER Working Paper 20004, National Bureau of Economic Research, Inc.
- ACEMOGLU, D. et S. ROBINSON (2006), « Economic Origins of Dictatorship and Democracy », Cambridge: Cambridge University Press.
- AISEN, A. et F. J. VEIGA (2013), « How Does political Instability Affect Economic Growth? », *European Journal of Political Economy*, 29(1) : 151-167.
- ALESINA, A. et R. PEROTTI (1996), « Income Distribution, Political Instability and Investment », *European Economic Review*, 40 : 1203- 1228.
- ALESINA, A., S. OZLER, N. ROUBINI et P. SWAGEL (1996), « Political Instability and Economic Growth », *Journal of Economic Growth*, 1(2) : 189-211.
- ALESINA, A. et D. RODRIK (1994), « Distributive Politics and Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, CIX (2) : 465-490.
- ALESINA, A. et G. TABELLINI (1989), « External Debt, capital Flight and Political Risk », *Journal of International Economics*, 27(3-4) : 199-220.
- ARELLANO, M. et S. BOND (1991), « Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations », *The Review of Economic Studies*, 58 : 277-297.
- ARELLANO, M. et O. BOVER (1995), « Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error-component Models », *Journal of Econometrics*, 68 : 29-51.
- ASIEDU, E. et D. LIEN (2011), « Democracy, Foreign Direct Investment and Natural Resources », *Journal of International Economics*, 84 : 99-111

- BALTAGI, B.H. (2008), *Econometric Analysis of Panel Data*, 4e édition, Chichester: John Wiley & Sons.
- BAHARUMSHAH, A. Z., L. SLESMAN et M. E. WO HAR (2016), « Inflation, Inflation Uncertainty, and Economic Growth in Emerging and Developing Countries: Panel Data Evidence », *Economic Systems*, <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecosys.2016.02.009>.
- BARRO, J.R. (1994), « Democracy & Growth », NBER Working Paper No. 4909, National Bureau of Economic Research, Inc.
- BARRO, R. J. (1996), « Democracy and Growth », *Journal of Economic Growth*, 1(1) : 1-27.
- BARRO, R. (1997), *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Studies*, Cambridge, Mass, MIT Press.
- BARRO, R. J. (1999), « Determinant of Democracy », *Journal of Political Economy*, 107 : 158-183.
- BAUM, M. A., et D.A. LAKE (2003), « The Political Economy of Growth: Democracy and Human Capital », *American Journal of Political Science*, 47(2) : 333-347.
- BECK, T. (2008), « The Econometrics of Finance and Growth », Policy Research Working Paper, WPS4608, World Bank.
- BLUNDELL, R.S. et S. BOND (1998), « Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models », *Journal of Econometrics*, 87 (1) : 115-143.
- BESLEY, B. et M. KUDAMATSU (2008), « Making Autocracy Work », *Harvard University Press* : 452-510.
- BORNER, S. et B. WEDER (1995), *Political Credibility and Economic Development*, New York: Macmillan Press.
- BRUNETTI, A. (1997), « Political Variables in Cross-Country Growth Analysis », *Journal of Economic Survey*, 11 : 163-190.
- CASELLI, F., G. ESQUIVEL et F. LE FORT (1996), « Reopening the Convergence Debate: A New Look at Cross-country Growth Empirics », *Journal of Economic Growth*, 1 : 363-389.
- CLAGUE, C., P. KEEFER, S. KNACK et M. OLSON (1996), « Property and Contract Rights in Autocracies and Democracies », *Journal of Economic Growth*, 1(2) : 243-276.
- CUKIERMAN, A., S. EDWARDS et G. TABELLINI (1992), « Seignorage and Political Instability », *American Economic Review*, 82 (3) : 537-555.
- DE HAAN, J. (2007), « Political Institutions and Economic Growth Reconsidered », *Public Choice*, 131 : 281-292.
- DOUCOULIAGOS, H. et M.A. ULUBASOGLU (2008), « Democracy and Economic Growth: A Meta-Analysis », *American Journal of Political Science*, 52(1) : 61-83.
- DU, J., H. FANG et X. JIN (2014), « The “Growth-first Strategy” and the Imbalance between Consumption and Investment in China », *China Economic Review*, 31 : 441-458.
- DURLAUF, S., P. JOHNSON et J. TEMPLE (2005), « Growth Econometrics » in AGHION, P., et A. DURLAUF (éds), *Handbook of Economic Growth*, Amsterdam : North Holland, p. 555-677.

- ERKEL-ROUSSE, H. (1995), « Détection de la multicolinéarité dans un modèle linéaire ordinaire : quelques éléments pour un usage averti des indicateurs de Belsley, Kuh et Welsch », *Revue de Statistique Appliquée*, 43(4) : 19-42.
- FENG, Y. (1997), « Democracy, Political Stability and Economic Growth », *British Journal of Political Science*, 27(3) : 391-418.
- FENG, Y. (2004), « Democracy, Governance and Economic Performance: Theory and Evidence », *Journal of Economic Literature*, 42(4) : 1120-1121.
- FOSU, A.-K. (1992), « Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa », *Economic Development and Cultural Change*, 40 : 829-841.
- FOSU, A.-K. (2008), « Democracy and growth in Africa: Implications of Increasing Electoral Competitiveness », *Economics Letters*, 100(3) : 442-444.
- FREUND, C. et M. JAUD (2014), « Regime Change, Democracy, and Growth », Working Paper Series n° WP14-1, Peterson Institute for International Economics.
- GASTIL, R.D. (1989), *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1988-1989*, New York: Freedom House.
- GAITAN, B. et T. L. ROE (2012), « International trade, Exhaustible-resource Abundance and Economic Growth », *Review of Economic Dynamics*, 15(1) : 72-93.
- GIAVAZZI, F. et G. TABELLINI (2005), « Economic and Political Liberalizations », *Journal of Monetary Economics*, 52 : 1297-1330.
- GUPTA, D.K. (1991), « On the methodology of constructing a Composite Indicator for Political Instability: A Cross National Study », in FRANTZ, R., H. SINGH et J. GERBER (éds), *Handbook of Behavioral Economics*, vol. 2A. JAI Press, p. 151-178.
- HAMILTON, L.C. (1991), « How Robust is Robust Regression? », *Stata Technical Bulletin*. 2 : 21-26
- HELLIWELL, J. (1994), « Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth », *British Journal of Political Science*, 24 : 225-248.
- HEO, U. et A. C. TAN (2001), « Democracy and Economic Growth: A Causal Analysis », *Comparative Politics*, 33(4) : 463-473.
- HOLTZ-EAKIN, D., W. NEWEY et H. S. ROSEN (1988), « Estimating Vector Autoregressions with Panel Data », *Econometrica*, 56 : 1371-1395.
- HUBER, E., D. RUESCHEMEYER et J. D. STEPHENS (1993), « The Impact of Economic Development on Democracy », *Journal of Economic Perspectives*, 7(3) : 71-85.
- KNUTSEN, C.H. (2011), « Democracy and Economic Growth: A Changing Relationship? », in CLAES, D. H. et C. H. KNUTSEN (éds), *Governing the Global Economy: Politics, Institutions, and Economic Development*, London: Routledge, p. 171-188.
- KURZMAN, C., R. WERUM et R. E. BURKHART (2002), « Democracy's Effect on Economic Growth: a Pooled Time-Series Analysis, 1951-1980 », *Studies in Comparative International Development*, 37(1) : 3-33.
- LEVINE, R., N. LOAYZA et T. BECK (2000), « Financial Intermediation and Growth: Causality and Causes », *Journal of Monetary Economics*, 46 : 31-77.

- LONDREGAN, J. et K. POOLE (1990), « Poverty, the Coup Trap and the Seizure of Executive Power », *World Politics*, 42 : 151–183.
- MADSEN, B.J., P.A. RASCHKY et A. SKALI (2015), « Does Democracy Drive Income in the World, 1500–2000? », *European Economic Review*, 78 : 175-195.
- MESQUITA, B., J. D. MORROW, S. RANDOLPH et A. SMITH (2001), « Political Competition and Economic Growth », *Journal of Democracy*, 12 : 58-72.
- MILJKOVIC, D. et R. ARBINDRA (2008), « Political Instability and Development », *Journal of Socio-Economics*, 37(6) : 2454-2463.
- MINIER, J.A. (1998), « Democracy and Growth: Alternative Approaches », *Journal of Economic Growth*, 3 : 241–266.
- NARAYAN, P.K., S. NARAYAN et R. SMYTH (2011), « Does Democracy Facilitate Economic Growth or Does Economic Growth Facilitate Democracy? An Empirical Study of Sub-Saharan Africa », *Economic Modelling*, 28 : 900–910.
- NEANIDIS, K.C. et D. VARVARIGOS (2009), « The Allocation of Volatile Aid and Economic Growth: Theory and Evidence », *European Journal of Political Economy*, 25 : 447-462.
- NELSON, J. (1987), « Political Development », in WEINER, M. et S. P. HUNTINGTON (éds), *Understanding Political Development*, Boston: Little Brown.
- NORTH, D. C. (1990), *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press.
- OZLER, S. et G. TABELLINI (1991), « External Debt and Political Instability », NBER Working Paper 3772, National Bureau of Economic Research, Inc.
- PAPAIOANNOU, E. et G. SIOUROUNIS (2008), « Democratisation and Growth », *The Economic Journal*, 118(532) : 1520–1551.
- PERSSON, T. et G. TABELLINI (1994), « Is Inequality Harmful for Growth? Theory and Evidence », *American Economic Review*, 84(3) : 600-621.
- PERSSON, T. et G. TABELLINI (2009), « Democratic Capital: The Nexus of Political and Economic Change », *American Economic Journal, Macroeconomics*, 1(2) : 88-126.
- PRZEWORSKI, A., M.E. ALVAREZ, J. A. CHEIBUB et F. LIMONGI (2000), *Democracy and Development: Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, Cambridge University Press.
- PRZEWORSKI, A. et F. LIMONGI (1993), « Political Regimes and Economic Growth », *The Journal of Economic Perspectives*, 7(3) : 51-69.
- PYE, L. W. (1966), *Aspects of Political Development*, Boston: Little, Brown.
- ROCK, M.T. (2009), « Has Democracy Slowed Growth in Asia? », *World Development*, 37(5) : 941-952.
- RODRIK, D. (1998), « Globalisation, Social Conflict and Economic Growth », *The World Economy*, 21(2) : 143–158.
- RODRIK, D. (1999), « Democracies Pay Higher Wages », *Quarterly Journal of Economics*, 114(3) : 707–38.

- RODRIK, D. (2000), « Institutions for high Quality Growth: What They are and how to Acquire Them? », NBER Working Paper Series 7540, National Bureau of Research, Inc.
- RODRIK, D. et R. WACZIARG (2005), « Do Democratic Transitions Produce Bad Economic outcomes? », *American Economic Review*, 95(2) : 50-55.
- ROODMAN, D. (2007), « The Anarchy of Numbers: Aid, Development, and Cross-Country Empirics », *World Bank Review*, 21 : 255-277.
- ROODMAN, D. (2009), « A Note on the Theme of Too Many Instruments », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 71 (1) : 135-158.
- SALAHODJAEV, R. (2015), « Democracy and Economic Growth: the Role of Intelligence in Cross-country Regressions », *Intelligence*, 50 : 228-234.
- SANDALCILAR, A.R. (2013), « Democracy and Growth: Evidence from Transition Economies », *American International Journal of Contemporary Research*, 3(1) : 63-75.
- SIROWY, L. et A. INKELES (1990), « The Effect of Democracy on Economic Growth and Inequality: A Review », *Studies in Comparative International Development*, 25 : 126-157.
- SLESMAN, L., A. Z. BAHARUMSHAH et W. RA'EEES (2015), « Institutional infrastructure and economic growth in member countries of the Organization of Islamic Cooperation (OIC) », *Econ Model*, 51 : 214-226.
- SOLOW, R.M. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1) : 65-94.
- TAVARES, J. et R. WACZIARG (2001), « How Democracy Affects Growth? », *European Economic Review*, 45 : 1341-1378.
- TEIXEIRA, A.A.C. et A.S.S. QUEIRÓS (2016), « Economic Growth, Human Capital and Structural Change: A Dynamic Panel Data Analysis », *Research Policy*, 45(8).
- VENIERIS, Y.P. et D. K. GUPTA (1986), « Income Distribution and Sociopolitical Instability as Determinants of Savings: Across-sectional Model », *Journal of Political Economy*, 94 : 873- 883.
- WINDMEIJER, F. (2005), « A Finite Sample Correction for the Variance of Linear Efficient Two-step GMM Estimators », *Journal of Econometrics*, 126(1) : 25-51.
- WADE, R. (1990), *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton: Princeton University Press.

ANNEXE 1

LISTE DES PAYS RETENUS DANS L'ÉCHANTILLON TOTAL

- | | | |
|--------------------|-------------------|----------------------------|
| 1. Allemagne | 28. Finlande | 55. Norvège |
| 2. Arabie saoudite | 29. France | 56. Nouvelle Zélande |
| 3. Argentine | 30. Gabon | 57. Pakistan |
| 4. Autriche | 31. Gambie | 58. Panama |
| 5. Australie | 32. Ghana | 59. Paraguay |
| 6. Belgique | 33. Guatemala | 60. Pérou |
| 7. Bangladesh | 34. Guinée-Bissau | 61. Philippines |
| 8. Bolivie | 35. Honduras | 62. Portugal |
| 9. Botswana | 36. Indonésie | 63. République dominicaine |
| 10. Brésil | 37. Iran | 64. Royaume-Uni |
| 11. Brunei | 38. Irlande | 65. Salvador |
| 12. Bulgarie | 39. Islande | 66. Sierra Leone |
| 13. Cameroun | 40. Italie | 67. Singapour |
| 14. Canada | 41. Japon | 68. Slovénie |
| 15. Chili | 42. Jordan | 69. Suède |
| 16. Chypre | 43. Kenya | 70. Sri Lanka |
| 17. Colombie | 44. Liban | 71. Soudan |
| 18. Congo | 45. Liberia | 72. Suriname |
| 19. Corée du Sud | 46. Luxembourg | 73. Togo |
| 20. Costa Rica | 47. Madagascar | 74. Thaïlande |
| 21. Côte d'ivoire | 48. Malaisie | 75. Tunisie |
| 22. Danemark | 49. Malawi | 76. Turquie |
| 23. Egypte | 50. Mali | 77. Uruguay |
| 24. Equateur | 51. Malte | 78. Venezuela |
| 25. Espagne | 52. Maroc | 79. Zambie |
| 26. Etats unis | 53. Mongolie | |
| 27. Ethiopie | 54. Niger | |

ANNEXE 2

LISTE DES PAYS INSTABLES

- | | | |
|------------------|-------------------|----------------------------|
| 1. Argentine | 14. Guinée-Bissau | 27. Pérou |
| 2. Bangladesh | 15. Honduras | 28. Philippines |
| 3. Bolivie | 16. Iran | 29. République dominicaine |
| 4. Bulgarie | 17. Liban | 30. Salvador |
| 5. Brésil | 18. Liberia | 31. Sierra Leone |
| 6. Côte d'ivoire | 19. Madagascar | 32. Sri Lanka |
| 7. Chili | 20. Malawi | 33. Soudan |
| 8. Equateur | 21. Mali | 34. Suriname |
| 9. Egypte | 22. Malaisie | 35. Togo |
| 10. Ethiopie | 23. Mongolie | 36. Tunisie |
| 11. Gambie | 24. Niger | 37. Uruguay |
| 12. Ghana | 25. Panama | 38. Zambie |
| 13. Guatemala | 26. Paraguay | |

ANNEXE 3

LISTE DES PAYS STABLES

- | | | |
|--------------------|----------------|----------------------|
| 1. Allemagne | 15. Danemark | 29. Malte |
| 2. Arabie saoudite | 16. Espagne | 30. Maroc |
| 3. Australie | 17. Etats unis | 31. Norvège |
| 4. Autriche | 18. Finlande | 32. Nouvelle Zélande |
| 5. Belgique | 19. France | 33. Pakistan |
| 6. Botswana | 20. Gabon | 34. Portugal |
| 7. Brunei | 21. Indonésie | 35. Royaume-Uni |
| 8. Cameroun | 22. Irlande | 36. Singapour |
| 9. Canada | 23. Islande | 37. Slovénie |
| 10. Chypre | 24. Italie | 38. Suède |
| 11. Colombie | 25. Japon | 39. Thaïlande |
| 12. Congo | 26. Jordan | 40. Turquie |
| 13. Corée | 27. Kenya | 41. Venezuela |
| 14. Costa Rica | 28. Luxembourg | |